

PARTI OUVRIER

INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

**POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE**

Le 7 mai, Macron a été élu. Mais les faits établissent qu'il est ultra minoritaire. Le président Macron est illégitime.

Ce qui ne l'empêche pas d'annoncer son programme : poursuite de la destruction du Code du travail généralisant la précarité, destruction de la Sécurité Sociale, liquidation des régimes de retraites, baisse supplémentaire de 60 milliards d'euros des dépenses publiques... tout cela en application des directives de l'Union européenne et dans la continuité des gouvernements (de « gauche », comme de droite) qui l'ont précédé.

Face à eux, des millions de travailleurs et de jeunes se dressent pour inverser le cours des choses, comme ce fut le cas lors de la puissante mobilisation contre la loi Travail et avec la grève générale des travailleurs guyanais !

Partisan d'un gouvernement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique présente une candidature dans la 4^e circonscription de la Haute-Garonne :

Pour l'Education : Maintien des collèges Badiou et Bellefontaine !

Fondement de la république, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de s'attaquer à l'école. Il y a de l'argent pour la guerre (Macron, vient d'annoncer l'augmentation du budget militaire), ou pour les écoles privées, mais pas pour l'école publique ! Toujours moins d'enseignants, toujours plus d'élèves dans les classes et toujours moins d'heures de cours.

Dans notre circonscription, le Conseil départemental (majorité PS) et l'inspection d'académie ont décidé de fermer les collèges Badiou et Bellefontaine.

Aujourd'hui classés Rep+ (Zone d'éducation prioritaire renforcée) les élèves sont à 24 par classe... demain, le collège sera rasé et les élèves auront un temps de trajet considérablement rallongé pour se retrouver à 30 par classe !

Nous sommes au côté de la population, des élèves, parents et enseignants qui, avec leurs organisations syndicales, ont manifesté à de nombreuses reprises devant le rectorat et le conseil départemental leur refus de cette décision et se battent pour le maintien des deux collèges.

Pour l'emploi : Maintien de tous les emplois directs et indirects d'Airbus !

Dans la continuité de la loi El Khomri contre laquelle se sont dressés les jeunes et les travailleurs avec leurs organisations pendant quatre mois, Emmanuel Macron annonce vouloir faire passer une loi travail XXL, aggravant encore la précarité et donnant le signal pour des licenciements en masse.

L'annonce de 1164 suppressions d'emplois à Airbus menace des milliers de suppressions d'emplois dans la sous-traitance facilités par la casse du code du travail.

Pour la Santé : Maintien de tous les hôpitaux, de tous les lits, de tous les postes !

Dans la droite ligne de la loi Bachelot de 2009, la loi Tourraine a mis en place les GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire).

En Haute-Garonne, le CHU de Toulouse est maintenant rattaché aux hôpitaux de Saint-Gaudens, Luchon, Muret... Lavar et Graulhet ! Dans quel but : supprimer 16 000 lits – dont 280 en Midi-Pyrénées – et 22 000 emplois de personnel hospitalier ! La situation est pourtant dramatique tant pour les patients que pour les hospitaliers (faut-il rappeler les 4 suicides de l'été dernier rien qu'au CHU de Toulouse ?).

Ces revendications sont incompatibles avec l'Union Européenne. Tout comme sont incompatibles les institutions de la Ve République (le « coup d'état permanent) avec la démocratie. Seul un gouvernement au service des travailleurs et de la jeunesse, un gouvernement ouvrier, rompant avec ces institutions, sera à même de prendre les mesures d'urgence, les mesures vitales pour l'immense majorité.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique – parti de lutte de classe – combat pour un tel gouvernement ouvrier, ce qui est incompatible avec toute cohabitation dans le cadre des institutions de la Ve République.

Contact : poid.toulouse@gmail.com

**Julian
MENENDEZ
GONZALEZ**
Candidat



**Fatima
DE FREITAS**
Suppléante



Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante** souveraine de délégués élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, **nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

